

Communiqué de presse du 6 juillet 2017

Signature de la Convention relative au partage des liquidités de poker en ligne, à Rome

Le 6 juillet, les autorités de régulation des jeux en ligne française, espagnole, italienne et portugaise ont signé une convention relative au partage des liquidités de poker en ligne.

Cette convention vise à renforcer la coopération et l'échange d'informations entre les autorités afin de permettre le partage des liquidités entre les opérateurs agréés de poker en ligne, combattre le marché illégal et la fraude, garantir la protection des joueurs et le respect des dispositions anti-blanchiment. La mise en œuvre concrète du partage dépendra des obligations réglementaires de chaque juridiction.

Les autorités s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour une mise en œuvre effective d'ici la fin de l'année.

The 6th of July the French, Portuguese, Spanish and Italian online gambling regulatory authorities signed an agreement concerning online poker liquidity sharing.

This agreement aims at improving cooperation and information exchanges among the authorities to allow the liquidity sharing between licensed online poker operators, fighting the illegal market and fraud, guaranteeing player protection and the respect of the anti-money laundering prescriptions.

The concrete implementation of the sharing will depend on the regulatory requirements of each jurisdiction.

The authorities commit to make their best efforts to enable effective implementation by the end of the year.



CONVENTION RELATIVE AU PARTAGE DES LIQUIDITES DE POKER EN LIGNE

L'Autorité de Régulation des Jeux en Ligne (France),
La Dirección General de Ordenación del Juego (Espagne),
L'Agenzia delle Dogane e dei Monopoli (Italie),
Le Serviço de Regulação e Inspeção de Jogos of Instituto do Turismo de Portugal (Portugal),

Ci-après dénommées ensemble « les *Autorités* »,

Considérant que l'attractivité du *Poker en ligne* repose en grande partie sur le volume de liquidités apportées par les *Joueurs* accédant aux tables proposées par les *Opérateurs de poker en ligne agréés* et que le cloisonnement actuel des marchés nationaux ne permet pas de réunir un volume de liquidités suffisamment attractif pour ces joueurs et conduit certains d'entre eux à se tourner vers l'offre illégale ;

Considérant que le partage de liquidités entre des *Opérateurs de poker en ligne agréés* de plusieurs Etats membres de l'Union européenne ou parties à l'Espace économique européen devrait favoriser l'offre légale de Poker en ligne au détriment de l'offre illégale ;

Considérant que les *Autorités* expriment leur volonté, conformément aux *Lois et règlements* en vigueur en France, en Espagne, en Italie et au Portugal de renforcer leur coopération afin de permettre le partage des liquidités de poker en ligne entre les *Opérateurs de poker en ligne agréés* ;

Considérant qu'il importe toutefois que le partage des liquidités de poker en ligne se réalise dans un contexte permettant aux *Autorités* de protéger les joueurs et de lutter contre les activités frauduleuses, criminelles, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;

Sous réserve de l'existence dans les Etats dont relèvent les *Autorités*, de règles tendant à la lutte contre la fraude, le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et les activités criminelles ainsi qu'à la protection des joueurs;

Considérant que les *Lois et règlements* exigent des *Opérateurs de poker en ligne agréés* qu'ils appliquent des mesures de vigilance renforcée à l'égard de leur clientèle afin de lutter contre la fraude et les activités criminelles et de prévenir le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;

Considérant que les *Autorités* exigent un *Compte-joueur vérifié* pour accéder aux services de jeu d'argent en ligne et, partant, aux *Tables internationales* ;

Sous réserve de l'absence d'exemption des *Opérateurs de poker en ligne agréés* des dispositions nationales transposant la Directive (EU) 2015/849 par les Etats dont relèvent les *Autorités*;

Ont convenu ce qui suit,

Article 1

Définitions

Aux fins de la présente Convention, on entend par:

« *Autorité* » :

- L’Autorité de Régulation des Jeux en Ligne (ARJEL);
- La Dirección General de Ordenación del Juego (DGOJ),
- L’Agenzia delle Dogane e dei Monopoli (ADM),
- Le Serviço de Regulação e Inspeção de Jogos, Instituto do Turismo de Portugal (SRIJ).

« *Autorités* » : les autorités de régulation du *Poker en ligne* des Etats membres de l’Union européenne ou d’Etats parties à l’Espace économique européen, signataires et ainsi parties à la présente Convention.

“*Autorité requise*” : l’Autorité saisie d’une demande d’*Informations* en application de la présente Convention.

“*Autorité requérante*” : l’Autorité sollicitant des *Informations* en application de la présente Convention.

“*Lois et règlements*” : l’ensemble des normes en vigueur dans les Etats dont relèvent les Autorités.

“*Poker en ligne*” : tout jeu de poker qui est fourni à distance par tout moyen, par voie électronique ou par toute autre technologie de facilitation de la communication, à la demande individuelle d’un destinataire de services, dont les règles respectent tous les *Lois et règlements* s’appliquant aux *Opérateurs de poker en ligne agréés* participant à des *Tables internationales*.

“*Opérateur de poker en ligne agréé*” : toute personne physique ou morale autorisée à proposer une offre de *Poker en ligne* dans l’un des Etats dont relèvent les *Autorités*.

“*Opérateur autorisé*” : tout *Opérateur de poker en ligne agréé* autorisé à partager ses liquidités conformément aux *Lois et règlements*.

“*Joueur*” : toute personne physique destinataire d’une offre de *Poker en ligne*.

“*Compte-joueur*” : compte attribué à chaque *Joueur* par un *Opérateur de poker en ligne agréé*, retraçant notamment les mises et les gains, les mouvements financiers qui leur sont liés et le solde des avoirs du joueur, identifié et géré par la plateforme de l’*Opérateur de poker en ligne agréé*.

“*Compte-joueur vérifié*” : *Compte-joueur* ayant fait l’objet des vérifications requises au regard des règles propres à chacune des *Autorités*.

“*Table internationale*” : table de *Poker en ligne* opérée par une plateforme de jeu mutualisé réalisant le partage des liquidités entre des *Opérateurs autorisés*.

“*Données utiles*” : données de jeu immédiatement disponibles pour être échangées entre les *Autorités*.

« *Informations* » : données, en ce compris les *Données utiles* et les données à caractère personnel, que les *Autorités* estiment nécessaires d'échanger dans le cadre de la présente Convention.

Article 2

Objet de la Convention

La présente Convention a pour objet de déterminer entre les *Autorités* les modalités de mise en œuvre et de contrôle des offres de *Poker en ligne* faisant l'objet d'un partage de liquidités et d'organiser une procédure d'échanges d'information et de coopération.

Article 3

Modalités de mise en œuvre et de contrôle des offres de poker en ligne faisant l'objet d'un partage de liquidités

1. Chaque *Autorité* peut subordonner le partage des liquidités d'un *Opérateur de poker en ligne agréé* à la délivrance d'une autorisation préalable ou de toute autre procédure de son choix.
2. Les échanges d'information et la coopération entre les *Autorités* s'effectuent dans le respect des normes européennes applicables en matière de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et de protection des données à caractère personnel et/ou de toute norme européenne qui viendrait les amender ou s'y substituer, ainsi que des *Lois et règlements* relatifs à la protection des données à caractère personnel, à la protection des *Joueurs*, à la prévention des activités frauduleuses et criminelles et à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.
3. La masse constituant les liquidités partagées est uniquement constituée des mises des *Joueurs* inscrits sur des sites exploités par des *Opérateurs autorisés*.

Article 4

Champ d'application des échanges d'information et de la coopération

1. Les échanges d'information et la coopération ont pour but de permettre aux *Autorités* d'exercer leurs missions, notamment en matière de prévention des activités frauduleuses, criminelles, du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, et de protection des joueurs.

2. Pour les besoins de la présente Convention, en matière de ~~Concernant la~~ prévention des activités frauduleuses et/ou criminelles:
 - a. Les *Autorités* renforcent leur coopération relativement aux mesures de détection de la fraude, en particulier les mesures contre la collusion entre *Joueurs*, mises en œuvre par les *Opérateurs autorisés* sur les *Tables internationales*.
 - b. Les *Autorités* s'assurent de l'efficacité de ces mesures par le biais de contrôles effectifs et échangent sur les résultats de ces contrôles.
 - c. Lorsque les *Autorités* ont connaissance de faits imputables à un *Joueur* participant à une partie sur une *Table internationale* et susceptibles de caractériser une activité frauduleuse ou criminelle, elles prennent respectivement, conformément aux *Lois et règlements* correspondants, toutes les mesures nécessaires pour la réalisation d'investigations et l'engagement de poursuites, notamment l'information des autorités judiciaires compétentes.
3. Les *Autorités* échangent sur le degré et l'efficacité des contrôles menés en matière de prévention du blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Article 5

Contenu des échanges d'information et de la coopération

1. Les *Informations* échangées entre les *Autorités* contiennent notamment des *Données utiles* afférentes au déroulement des parties sur les *Tables internationales* et aux *Joueurs* y participant. L'article 8 de la présente Convention répertorie les *Données utiles* susceptibles d'être échangées entre les *Autorités*.
2. L'*Autorité requise* communique à l'*Autorité requérante* les *Informations* qu'elle détient conformément aux *Lois et règlements* et met, le cas échéant, en œuvre tous moyens et pouvoirs lui permettant de communiquer les *Informations* sollicitées, sans coût supplémentaire à la charge des *Joueurs* ou des *Opérateurs autorisés*.

Article 6

Motifs de refus

Les *Informations* sont communiquées conformément aux *Lois et règlements* régissant les activités des *Autorités*. La coopération peut être refusée lorsque :

1. La demande de l'*Autorité requérante* est de nature à porter atteinte à la souveraineté ou à l'ordre public de l'Etat de l'*Autorité requise* ;

2. La communication des *Informations* sollicitées est de nature à affecter le déroulement d'une procédure initiée par l'*Autorité requise* à l'encontre d'un *Opérateur de poker en ligne agréé* ;
3. L'*Autorité requise* ne détient pas ou n'est pas en mesure d'obtenir les *Informations* sollicitées par l'*Autorité requérante* (*Informations* couvertes par un secret...) ;
4. L'*Autorité requise*, en application des *Lois et règlements*, a l'interdiction de les communiquer.

Article 7

Procédure d'échanges d'information et de coopération

7.1 Echanges à la demande d'une Autorité requérante

1. La demande est adressée par écrit, éventuellement sous la forme électronique, à l'*Autorité requise*, en prenant les mesures de sécurité adéquates.
2. Dans le respect des *Lois et règlements*, chaque *Autorité* désigne la(es) personne(s) habilitée(s) à agir en son nom et pour son compte aux fins de mise en œuvre de la présente procédure et communique sans délai aux autres toute modification relative à la(aux) personne(s) habilitée(s) à l'exercice des fonctions précitées.
3. Sans préjudice des dispositions de l'article 7.2, l'*Autorité requérante* définit clairement les *Informations* sollicitées en les précisant de manière concrète ainsi que les finalités pour lesquelles elle entend les utiliser. L'*Autorité requérante* précise le cadre dans lequel elle entend faire usage des *Informations* sollicitées de manière à pouvoir justifier du délai souhaité pour la réponse de l'*Autorité requise*.
4. L'*Autorité requise* transmet les *Informations* qu'elle détient à l'*Autorité requérante*.
5. Les *Informations* transmises ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles définies dans la demande initiale. En tout état de cause, il ne peut y avoir d'autres finalités que celles objets de la présente Convention.
6. L'*Autorité requérante* peut demander à ce que des *Informations* communiquées soient utilisées pour une autre finalité que celle définie dans la demande initiale. Cette demande est formulée par écrit et doit être motivée. L'*Autorité requérante* devra obtenir le consentement exprès de l'*Autorité requise* qui sera informée de la procédure concrète dans le cadre de laquelle ces *Informations* seront utilisées, conformément à l'objet de la présente Convention.

7.2. Echanges spontanés

Dans le respect des *Lois et règlements* régissant leurs activités, les *Autorités* peuvent spontanément se communiquer toutes *Informations* relatives au partage des liquidités de

Poker en ligne qu'elles estiment pertinentes, dans la mesure où de telles communications n'incluent pas de données à caractère personnel, sauf dans le cas prévu à l'article 7.3.3.

7.3. Cas particulier des échanges de données à caractère personnel

1. Les échanges d'information comportant la communication de données à caractère personnel respectent les normes européennes relatives à la protection des données à caractère personnel et/ou toute norme européenne qui viendrait les amender ou s'y substituer, ainsi que tous les *Lois et règlements* relatifs à la protection des données à caractère personnel.
2. En cas de transmission d'*Informations* contenant des données à caractère personnel, l'*Autorité requérante* justifie dans la demande que cette transmission n'excède pas le champ d'application et l'objet de la présente Convention et respecte les principes de finalité spécifique de la procédure de coopération et de pertinence et d'adéquation des *Informations* transmises à la finalité poursuivie.
3. Les échanges d'information comportant des données à caractère personnel peuvent faire l'objet de communications spontanées entre les *Autorités* lorsqu'ils ont directement pour objet la prévention des activités frauduleuses et criminelles, la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ainsi que la protection des joueurs.
4. L'utilisation par l'*Autorité requérante* de données à caractère personnel échangées concordera avec les objectifs de la présente Convention. Toutefois, sur demande motivée de l'*Autorité requérante*, l'*Autorité requise* peut consentir expressément à ce que des *Informations* contenant des données à caractère personnel soient utilisées à une autre fin.

Article 8

Données utiles susceptibles d'être échangées entre les Autorités.

1. Les mesures de détection de la fraude mises en œuvre par les *Opérateurs autorisés* sur les *Tables internationales* se fondent sur des *Données utiles* authentiques et exhaustives traitées par des systèmes d'information conformes à l'état de l'art de la sécurité informatique.

L'authenticité et l'exhaustivité des *Données utiles* dépendent de la sécurité et de l'intégrité de leur traitement ainsi que des mesures de protection dont bénéficient leurs dispositifs de stockage.

La conformité à l'état de l'art de la sécurité informatique des systèmes d'information utilisés par les *Opérateurs autorisés*, notamment les plateformes-joueurs, dépend de la mise en œuvre d'un ensemble des moyens techniques, organisationnels et humains ainsi que de mesures de contrôles appropriées.

2. Les *Données utiles* susceptibles d'être échangées entre les *Autorités* sont relatives aux opérations de jeu suivantes, ou leurs équivalents :

- inscription à un tournoi ;
 - inscription à une partie de cash-game ;
 - achat de cave en tournoi et cash-game ;
 - gains dans le cadre d'un tournoi ;
 - versements après le départ d'une *Table internationale* de cash-game.
3. Pour chacune de ces opérations de jeu, les données suivantes doivent également pouvoir être échangées :
- identifiant de l'*Opérateur autorisé* auprès duquel l'opération s'est déroulée ;
 - date et heure de réalisation de l'opération par le *Joueur* ;
 - identifiant du *Joueur* à l'initiative de l'opération sur la *Table internationale* ;
 - pseudonyme du *Joueur* .
4. Les *Autorités* doivent également pouvoir accéder aux données suivantes afin d'être en mesure de les échanger :
- ouverture de *Comptes-joueurs vérifiés* ;
 - demandes relatives à la clôture de *Comptes-joueurs vérifiés* ;
 - mouvements financiers réalisés sur les *Comptes-joueurs vérifiés* (alimentation - montant de la transaction et type de moyen de paiement utilisé -, retrait et montant du solde).

Article 9

Confidentialité

1. L'*Autorité requérante* ne divulgue aucune des *Informations* transmises par l'*Autorité requise* en application de la présente Convention, sous réserve des *Lois et règlements* régissant son activité.
2. Lorsque les *Informations* transmises contiennent des données à caractère personnel, l'*Autorité requérante* met en œuvre les mesures de confidentialité permettant de respecter les *Lois et règlements* afférents à la protection des données à caractère personnel applicables à son activité.
3. L'*Autorité requérante* peut demander à l'*Autorité requise*, en la forme d'un écrit motivé, la levée de cette confidentialité. La réponse est transmise par écrit. L'*Autorité requise* peut subordonner la levée de cette confidentialité à certaines conditions qu'elle détermine. Une telle levée de confidentialité s'effectue dans le respect des *Lois et règlements* de l'Etat dont relève l'*Autorité requise*, notamment des *Lois et règlements* afférents à la protection des données à caractère personnel.

4. Sous réserve des Lois et règlement régissant son activité, l'*Autorité requérante* détruit ou restitue à l'*Autorité requise* les données à caractère personnel contenues dans les *Informations* transmises lorsque ces données ne sont plus nécessaires ou pertinentes au regard de la finalité pour laquelle elles ont été communiquées. L'*Autorité requérante* informe l'*Autorité requise* lorsqu'elle procède à la destruction ou à la restitution de données à caractère personnel.
5. Lorsque, conformément aux *Lois et règlements* applicables à son activité, il est fait obligation à l'*Autorité requérante* de transmettre à une tierce partie les *Informations*, comportant ou non des données à caractère personnel, qui lui ont été communiquées dans le cadre de la présente Convention, elle en informe immédiatement l'*Autorité requise*. L'*Autorité requérante* s'efforce d'assurer la protection de la confidentialité des *Informations* concernées.
6. La présente Convention n'a d'effet que sur les seules *Autorités*. Aucune autre personne, entité ou groupement ne peut se prévaloir des dispositions de la présente Convention.

Article 10

Evolution des Lois et règlements

Les autorités s'informent mutuellement et spontanément de l'évolution des lois et règlements qui régissent le *Poker en ligne*.

Article 11

Articulation avec d'autres instruments juridiques

La présente Convention ne déroge pas aux instruments internationaux ou européens contenant des dispositions sur la matière qu'elle règle, auxquels les Etats dont relèvent les *Autorités* sont ou pourraient, dans l'avenir, être parties.

Article 12

Clause de révision

Les *Autorités* s'engagent à réexaminer de manière régulière la présente convention et en engagent, au besoin, une révision.

Aucune révision ne peut intervenir sans l'accord exprès et écrit de chacune des *Autorités*.

Article 13

Frais et réserve financière

Les *Autorités* ne supportent pas les obligations financières résultant de cette Convention.

Chaque *Autorité* supporte les frais qu'elle pourrait exposer pour la mise en œuvre de la présente Convention.

La coopération prévue au sein de la présente Convention s'exerce dans le cadre et dans la limite des disponibilités budgétaires de chacune des Parties.

Article 14

Adhésion

Toute *Autorité*, non partie à la présente Convention, est admise à y adhérer, sous réserve de l'accord exprès et écrit de chacune des *Autorités* liées par la présente Convention.

La version de travail, rédigée et convenue en langue anglaise, est annexée à la présente Convention pour examen dans l'éventualité de futures consultations et interprétations.

Article 15

Entrée en vigueur

La présente Convention, rédigée en 4 exemplaires en versions espagnole, française, italienne et portugaise, entre en vigueur au jour de sa signature.

Article 16

Résolution des litiges

L'application et l'interprétation de la présente Convention n'impliquent, en faveur ou à l'encontre des *Autorités*, aucun droit ou obligation susceptible de donner lieu à un quelconque recours judiciaire ou extrajudiciaire. Les litiges éventuels seront résolus par consultation entre les *Autorités*.

Article 17

Durée et dénonciation de la présente Convention

La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée. La présente Convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une des Autorités dans le respect des lois et règlements régissant son activité. Il est procédé à la dénonciation en la forme écrite. Les demandes formulées avant la dénonciation sont exécutées conformément à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention :

Rome,

2017

Rome,

2017

Autorité de Régulation des Jeux en Ligne

Agenzia delle Dogane e dei Monopoli

Charles COPPOLANI
Président

Alessandro ARONICA
Vice-Directeur

Rome,

2017

Rome,

2017

Serviço de Regulação e Inspeção de Jogos,
Instituto do Turismo de Portugal

Royaume d'Espagne
Dirección General de Ordenación del Juego

Teresa MONTEIRO
Vice-Présidente

Juan ESPINOSA GARCIA
Directeur Général



ANNEXE 1 – VERSION DE TRAVAIL EN LANGUE ANGLAISE

Agreement concerning online poker liquidity sharing

The French Online Gambling Regulatory Authority (France),
The Agenzia delle Dogane e dei Monopoli (Italy),
The Serviço de Regulação e Inspeção de Jogos of Instituto do Turismo de Portugal (Portugal),
The Dirección General de Ordenación del Juego (Spain),

hereinafter collectively referred to as “*the Authorities*”,

Considering that attractiveness of *Online poker* relies for a large part on the volume of liquidities brought by *Players* accessing tables proposed by *Licensed online poker operators* and that the current partitioning of the national markets does not enable to gather a volume of liquidity sufficiently attractive for those players, therefore leading some of them to turn to illegal offer;

Considering that sharing liquidities between *Licensed online poker operators* from several Member States of the European Union or the European Economic Area should favour Online poker legal offer to the detriment of illegal offer;

Considering that the Authorities express their willingness, in accordance with applicable laws and regulations in France, Italy, Portugal and Spain to strengthen their cooperation in order to enable the sharing of online poker liquidities between *Licensed online poker operators*;

Considering that it is nevertheless important that online poker liquidity sharing occurs in an environment enabling the *Authorities* to protect players and fight against fraudulent and criminal activities as well as against money laundering and terrorist financing;

Subject to the existence in the States of the *Authorities* of rules aiming at protecting players and at fighting against fraudulent and criminal activities as well as against money laundering and terrorist financing;

Considering that Laws and regulations require *Licensed online poker operators* to apply enhanced customer due diligence measures to fight against fraudulent and criminal activities as well as to prevent money laundering and terrorist financing;

Considering that the *Authorities* require a *Verified player account* in order to access to electronic gambling facilities and so to *International tables*;

Subject to the absence of exemption of *Licensed online poker operators* from national provisions transposing Directive (EU) 2015/849 by the States of the Authorities;

Have agreed on the following:

Article 1

Definitions

1. “*Authority*” means:
 - a. The French Online Gambling Regulatory Authority (ARJEL);
 - b. The Italian Agenzia delle Dogane e dei Monopoli (ADM),
 - c. The Portuguese Serviço de Regulação e Inspeção de Jogos of Instituto do Turismo de Portugal (SRIJ),
 - d. The Spanish Dirección General de Ordenación del Juego (DGOJ),
2. “*Authorities*” means: *Online poker* regulatory *Authorities* of Member States of the European Union or the European Economic Area, signatories and thus Parties to this Agreement.
3. “*Requested Authority*” means the Authority asked for information pursuant to this Agreement.
4. “*Requesting Authority*” means the Authority requesting information pursuant to this Agreement.
5. “*Laws and regulations*” means all the standards in force in the States of the Authorities.
6. “*Online poker*” means any poker game that is provided by any means at a distance, by electronic means or any other technology for facilitating communication, and at the individual request of a recipient of services, which rules comply with all *Laws and regulations* applying to *Licensed online poker operators* participating in *International tables*.
7. “*Licensed online poker operator*” means any individual or corporate entity authorized to provide an *Online poker* offer in the States of the Authorities.
8. “*Authorized operator*” means any *Licensed online poker operator* authorized to share liquidities according to *Laws and regulations*;
9. “*Player*” means any individual recipient of an *Online poker* offer.
10. “*Player account*” means the account assigned to each *Player* by a *Licensed online poker operator* namely registering stakes and winnings, related financial movements and balance of the player’s assets, identified and administrated by the *Licensed online poker operator’s* player-platform.
11. “*Verified player account*” means a *Player account* having been verified in compliance with the rules applicable by each *Authority*,-

12. “*International table*” means an *Online poker* table operated by a mutualized gaming platform implementing the sharing of liquidity between *Authorized operators*.
13. “*Relevant data*” means gaming data readily available to be exchanged between the Authorities.
14. “*Information*” means any data, including *Relevant data* and personal data, that the Authorities deem necessary to exchange within the scope of this Agreement.

Article 2

Object of the Agreement

This Agreement aims at setting between the *Authorities* the implementation and control conditions of online poker offers subject to liquidity sharing as well as at organizing an information exchanges and cooperation procedure.

Article 3

Implementation and control conditions of online poker offers subject to liquidity sharing

1. Each *Authority* may condition liquidity sharing by a *Licensed online poker operator* upon the issuance of a prior authorization or to any other procedure of its choice.
2. The *Information* exchanges and cooperation between the *Authorities* are implemented in accordance with the applicable European legislations with regards to prevention of money laundering and terrorist financing and protection of personal data and/or any legislation that may amend or repeal them in the future, as well as with *Laws and regulations* on protection of personal data, player protection, prevention of fraudulent and criminal activities and prevention of money laundering and terrorist financing.
3. Shared liquidity is only composed of stakes placed by *Players* registered on web sites operated by *Authorized operators*.

Article 4

Scope of information exchanges and cooperation

1. Information exchanges and cooperation are intended to enable *Authorities* to implement their missions namely with regards to player protection, prevention of fraudulent and criminal activities and prevention of money laundering and terrorist financing.
2. For the purpose of this Agreement, with regards to prevention of fraudulent and criminal activities:

- a. The *Authorities* enhance their cooperation with regards to fraud detection measures, particularly measures against collusion between *Players*, implemented by *Authorized operators* on *International tables*.
 - b. The *Authorities* ensure the efficiency of such measures through effective controls and exchange on the outcomes of these controls.
 - c. When informed of facts attributable to a *Player* participating in a game on an *International table* and likely to characterise a fraudulent or criminal activity, the *Authorities* shall take respectively, in accordance with their corresponding *Laws and regulations*, all necessary measures for the undertaking of investigations and the initiation of legal proceedings, namely the information of competent law enforcement authorities.
3. The *Authorities* exchange on the level and the efficiency of the controls carried-out with regards to prevention of money laundering and terrorist financing.

Article 5

Content of information exchanges and cooperation

1. *Information* exchanged between the *Authorities* namely includes *Relevant data* related to the course of the games on *International tables* and to *Players* participating in. Article 8 of the Agreement indexes *Relevant data* likely to be exchanged between the *Authorities*.
2. The *Requested Authority* shall provide the *Requesting Authority* with access to *Information* it holds with respect to *Laws and regulations* and, where appropriate, implement any means and powers enabling the communication of the requested information, without charging any additional cost on *Players* or *Authorized operators*.

Article 6

Refusal grounds

Information is communicated pursuant to *Laws and regulations* governing the activities of the *Authorities*. Cooperation can be refused when:

1. The request of the *Requesting Authority* is likely to infringe the sovereignty or the public order of the State of the *Requested Authority*;
2. The communication of the requested information is likely to affect the course of proceedings initiated by the *Requested Authority* against a *Licensed online poker operator*;

3. The *Requested Authority* does not hold or is not able to obtain the *Information* requested by the *Requesting authority* (e.g.: *Information* subject to secrecy);
4. The *Requested Authority* is not entitled to communicate the *Information* pursuant to *Laws and regulations*.

Article 7

Procedure of information exchanges and cooperation

7.1 Exchanges upon request of a *Requesting Authority*

7. The request is sent to the *Requested Authority* in the form of a written notice, potentially via electronic means, taking adequate security measures.
8. With respect to *Laws and regulations*, each *Authority* designates the person(s) empowered to act on its behalf for the implementation of this procedure and communicates without delay to the others any change in relation with person(s) empowered to exercise the aforementioned functions.
9. Without prejudice to the provisions of article 7.2, the *Requesting Authority* clearly defines the requested *Information* by specifying it in a practical manner as well as the purposes for which it intends to use it. The *Requesting Authority* specifies the framework in which it intends to use the requested *Information* in order to be able to justify the desired timeframe for the answer of the *Requested Authority*.
10. The *Requested Authority* transmits the *Information* it holds to the *Requesting Authority*.
11. *Information* transmitted cannot, in principle, be used for other purposes than those agreed on in the initial request. In any case, those purposes shall not exceed the object of this Agreement.
12. The *Requesting Authority* may ask that *Information* transmitted may be used for another purpose than the one exposed in the initial request. This request is submitted in the form of a written notice and must be grounded. The *Requesting Authority* shall obtain the express consent of the *Requested Authority* which has to be informed of the procedure in the course of which the *Information* will be used, in compliance with the object of this Agreement.

7.2 Spontaneous exchanges

With respect to the *Laws and regulations* governing their activities, the *Authorities* can spontaneously communicate to each other any *Information* that they deem relevant with regards to *Online poker* liquidity sharing, to the extent that such notification does not include any personal data, without prejudice of the provisions of Article 7.3.3.

7.3 Particular case of exchanges of personal data

1. Information exchanges involving the communication of personal data shall comply with all European Union standards in force regarding personal data protection and/or any European Union standards that may amend or repeal them in the future, as well as all *Laws and regulations* related to personal data protection.
2. In case of transmission of *Information* including personal data, the *Requesting Authority* shall justify in the request that this transmission does not exceed the object and scope of this Agreement and complies with the principles of specific purpose of the cooperation procedure as well as of relevance and consistency of the *Information* transmitted to the purpose pursued.
3. Information exchanges including personal data may be exchanged spontaneously between the *Authorities* when such communications directly aim at protecting players, preventing fraudulent and criminal activities and preventing money laundering and financing terrorism.
4. The use by the *Requesting Authority* of personal data exchanged will be aligned with the objectives of this Agreement. Nevertheless, upon motivated request from the *Requesting Authority*, the *Requested Authority* may expressly agree that *Information* including personal data is used for another purpose.

Article 8

Relevant data likely to be exchanged between the Authorities

1. Fraud detection measures implemented by *Authorized operators* on *International tables* rely upon genuine and exhaustive *Relevant data* processed by information systems in line with the state of the art of IT security.

The genuineness and exhaustiveness of *Relevant data* depend on the security and the integrity of their treatment as well as on the protection measures benefiting to their storage devices.

Compliance of the information systems implemented by the *Authorized operators* - namely player-platforms - with the state of the art of IT security depends on the implementation of a set of technical, organizational and human means and of appropriate control measures.

2. *Relevant data* likely to be exchanged between the *Authorities* are related to the following gaming operations, or equivalent:
 - a. tournament registrations
 - b. cash-game registrations,
 - c. buy-in, re-buy add-on and re-entry for tournaments,
 - d. cave and pot for cash-games,
 - e. winnings in tournaments,

- f. refundings pursuant leaving an *International table* in cash-game.
3. For each of these operations, the following data shall be available for exchanges:
 - a. ID of the *Authorized operator* by which the operation occurred,
 - b. Date and time of the gaming operation performed by the *Player*,
 - c. ID(s) of the *Player* who performed the operation on the *International table*,
 - d. Pseudonym of the *Player*.
4. In the view to exchange them, the *Authorities* shall also be able to access data related to:
 - a. Opening of *Verified player accounts*,
 - b. Demands related to the closing of *Verified player accounts*,
 - c. Financial movements on *Verified player accounts* (supply – amount and payment method -, withdrawal and balance).

Article 9

Confidentiality

7. The *Requesting Authority* shall not disclose any *Information* communicated by the *Requested Authority* pursuant to this Agreement, without prejudice of the *Laws and regulations* governing its activity.
8. In case *Information* provided contains personal data, the *Requesting Authority* shall implement confidentiality measures compliant with personal data protection *Laws and regulations* applicable to its activity.
9. The *Requesting Authority* may ask the *Requested Authority*, in the form of a grounded written notice, for the waiver of such confidentiality. The reply shall be communicated in the form of a written notice. The *Requested Authority* may subject such waiver to conditions it determines. Such confidentiality waiver shall comply with *Laws and regulations* applicable in the State of the *Requested Authority*, namely with personal data protection *Laws and regulations*.
10. Without prejudice of the *Laws and regulations* governing its activity, the *Requesting Authority* shall destroy or return the *Requested Authority* personal data contained in the *Information* provided when those data are not anymore necessary or relevant according to the purpose for which they have been transmitted. The *Requesting Authority* shall inform the *Requested Authority* when proceeding with such destruction or return of the personal data.
11. Subject to *Laws and regulations* applicable to its activity, when obliged to provide a third party with *Information* including personal data or not, transmitted pursuant to this Agreement, the *Requesting Authority* shall immediately inform the *Requested Authority* thereof and make its best efforts to ensure the protection of the confidentiality of the *Information* at stake.

12. This Agreement affects solely the *Authorities*. No other person, entity or group may avail itself of the provisions of this Agreement.

Article 10

Laws and regulations evolutions

The *Authorities* mutually and spontaneously inform each other on the evolution of *Laws and regulations* governing *Online poker*.

Article 11

Relationship with other legal instruments

This Agreement shall not affect any international or European instruments to which the States of the *Authorities* are or will be parties and which include provisions related to the matter governed by the aforesaid Agreement.

Article 12

Revision clause

The *Authorities* shall regularly review this Agreement and initiate revision thereof if deemed necessary.

Any revision requires the explicit and written consent of all the *Authorities*.

Article 13

Costs and financial reservation

The *Authorities* shall not bear financial obligations derived from this Agreement.

Each *Authority* shall bear the expenses it may incur for the implementation of this Agreement.

Cooperation provided for by this Agreement is implemented within the frame and the limits of the budgetary availabilities of each party.

Article 14

Accession

Any *Authority* which is not a party is admitted to access this Agreement subject to the explicit and written consent of the *Authorities* which are parties to this Agreement.

The working version, drafted and agreed in English language, is appended to this Agreement for consideration in the event of future reference and interpretation.

Article 15

Entry into force

The agreement, drafted in 4 specimens in French, Italian, Portuguese and Spanish languages, shall come into force on the date of its signature.

Article 16

Resolution of disputes

The application and interpretation of this Agreement shall not entail, for or against the *Authorities*, any right or obligation that may give rise to any form of judicial or extrajudicial action. Potential disputes shall be resolved by consultation between the *Authorities*.

Article 17

Duration and termination of this agreement

This Agreement is concluded without term. It may be terminated at any time by one of the *Authorities*, with respect to the *Laws and regulations* governing its activity. Termination shall be effected in the form of a written notice. Requests formulated before termination shall be executed in accordance with this Agreement.

In witness whereof, being duly authorized thereto, the undersigned have signed this Agreement: